



# Centre National de Primatologie (CNP)

## Programme – Contexte (tome 1)

Version 1.3 du 30/09/2025

Modifications :		
Date	Version	Objet
04/12/2024	1	Première édition
26/03/2025	2	Mise à jour
30/09/2025	3	Mise à jour (modifications en rouge)



**Centre National de Recherche  
Scientifique**

*Maître d'ouvrage*



**Société d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage  
Publique**

*Assistant à maîtrise d'ouvrage*

*Ce document est strictement confidentiel. Aucune information contenue dedans ne devra être communiquée à un tiers sans l'autorisation préalable et expresse du maître d'ouvrage.*

# Sommaire

<b>1</b>	<b>Préambule.....</b>	<b>6</b>
<b>1.1</b>	<b>Objet du document.....</b>	<b>6</b>
<b>1.2</b>	<b>Contexte du projet.....</b>	<b>6</b>
<b>1.3</b>	<b>Objectifs transverses de l'opération .....</b>	<b>8</b>
1.3.1	Elevage .....	8
1.3.2	Bien-être animal.....	9
1.3.3	Sécurité et sûreté.....	9
1.3.4	Conditions de travail .....	10
1.3.5	Développement durable.....	11
1.3.6	Coûts d'exploitation et de maintenance.....	12
<b>2</b>	<b>Caractéristiques générales .....</b>	<b>12</b>
<b>2.1</b>	<b>Description générale du site .....</b>	<b>12</b>
<b>2.2</b>	<b>Contexte environnemental du site.....</b>	<b>15</b>
<b>3</b>	<b>PLU et PLUi de Rousset .....</b>	<b>16</b>
<b>3.1</b>	<b>Références .....</b>	<b>16</b>
3.1.1	PLU .....	16
3.1.2	PLUi .....	17
<b>3.2</b>	<b>Zonage A .....</b>	<b>17</b>
3.2.1	PLU .....	17
3.2.2	PLUi .....	20
<b>3.3</b>	<b>Zonage Nr.....</b>	<b>21</b>
3.3.1	PLU .....	21
3.3.2	PLUi .....	21
<b>3.4</b>	<b>Trame bleue .....</b>	<b>21</b>
<b>3.5</b>	<b>Les risques naturels et technologiques .....</b>	<b>22</b>
3.5.1	Risque inondation .....	22
3.5.2	Risque incendie .....	23
<b>3.6</b>	<b>Données foncières .....</b>	<b>25</b>
3.6.1	Parcelles .....	25
3.6.2	Réserve foncière.....	25
3.6.3	Contexte urbain.....	25
<b>4</b>	<b>Occupations actuelles.....</b>	<b>25</b>
<b>4.1</b>	<b>Organisation générale du site.....</b>	<b>25</b>
<b>4.2</b>	<b>Les bâtiments de la Station de Primatologie.....</b>	<b>27</b>
<b>1.1</b>	<b>Périmètre du projet.....</b>	<b>28</b>

<b>5</b>	<b>Etudes, diagnostics et plans .....</b>	<b>30</b>
<b>6</b>	<b>Contraintes opérationnelles .....</b>	<b>30</b>
<b>6.1</b>	<b>Autorisations administratives .....</b>	<b>30</b>
6.1.1	Evaluation socioéconomique .....	30
6.1.2	Procédures administratives environnementales .....	30
6.1.3	Autorisations d'urbanisme en cours.....	31
6.1.4	Diagnostic archéologique anticipé .....	32
6.1.5	Concertation préalable.....	32

## Table des illustrations

<b>Figure 1</b> : Localisation de la Station de Primatologie .....	13
<b>Figure 2</b> : Localisation et carte de la Station de Primatologie avec délimitation cadastrale.....	13
<b>Figure 3</b> : Localisation des bâtiments existants sur le site .....	14
<b>Figure 4</b> : Carte des espaces boisés classés sur la zone du projet .....	15
<b>Figure 5</b> : Extrait de la carte géologique (source : BRGM©) .....	15
<b>Figure 6</b> : Extrait carte trame bleue PLU Rousset .....	21
<b>Figure 7</b> : Carte historique des passages de feu autour du projet .....	24
<b>Figure 8</b> : Catégorie des prescriptions réglementaires PLUi sur la zone du projet .....	24
<b>Figure 9</b> : Photographies de la Station de Primatologie .....	27
<b>Figure 10</b> : Les bâtiments de la Station de Primatologie .....	27
<b>Figure 11</b> : Délimitation du périmètre de l'opération .....	29
<b>Figure 12</b> : Plan de situation du bâtiment actuel ROU140 .....	32

## Table des acronymes

**ANC** : Assainissement Non Collectif

**AVP** : Avant-projet

**DDPP** : Direction Départementale de la Protection des Populations

**DDTM** : Direction Départementale des Territoires et de la Mer

**DREAL** : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

**ICPE** : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**MES** : Matières en Suspension Totales

**PLU** : Plan Local d'Urbanisme

**PNH** : Primate Non Humain

**PPR** : Plan de Prévention des Risques

**SdP** : Station de Primatologie

**SPANC** : Service Public d'Assainissement Non Collectif

**SPSI** : Schémas Pluriannuels de Stratégie Immobilière

**STL** : Service Technique et Logistique

# 1 Préambule

## 1.1 Objet du document

Le présent document constitue un volet du programme de l'opération de création du Centre National de Primatologie (CNP) sur le site Rousset. Ce dernier est composé de 4 tomes :

- **Tome 1 – Dossier de site ;**
- Tome 2 – Besoins fonctionnels ;
- Tome 3 – Exigences techniques ;
- Tome 4 – Fiches par local.

Le programme de l'opération est à la fois un support de référence, pour la mise en concurrence des candidats à travers la procédure retenue par le maître d'ouvrage pour la sélection du groupement, et un élément constitutif majeur du contrat qui sera conclu avec le titulaire à l'issue de la procédure. Le programme élaboré par le maître d'ouvrage comporte les éléments suivants relatifs à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage :

- Les objectifs que l'opération doit permettre d'atteindre ;
- Les besoins que l'opération doit satisfaire ;
- Les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement.

La vocation du programme n'est pas d'imposer des solutions ou de constituer un frein à l'imagination des candidats. Lorsqu'il est fait recours à la description de solutions précises, celles-ci doivent être considérées comme des exemples laissant aux candidats toute latitude et la responsabilité de leurs choix, dès lors que les solutions proposées répondent aux besoins, atteignent des niveaux de performance a minima équivalents et respectent les réglementations. Les solutions alternatives seront motivées pour en faire ressortir les bénéfices technico-économiques au regard de l'usage et des performances minimales attendus.

Le programme constitue un tout dont les différents éléments doivent être utilisés conjointement. Certaines exigences spécifiques sont notamment inscrites dans les fiches par local. Dans le cas où les candidats relèveraient des contradictions ou des imprécisions entre les différents documents ou avec la réglementation en vigueur, ils en informeront systématiquement le maître d'ouvrage qui réalisera les arbitrages afférents.

## 1.2 Contexte du projet

L'utilisation des Primates Non-Humains (PNH) est une nécessité absolue pour toute recherche, pharmacologique ou médicale notamment, menant à l'Homme<sup>1</sup>. Les enjeux sanitaires et scientifiques de cet usage concernent le développement de nouvelles thérapies, la réactivité aux crises sanitaires et les processus de validations toxicologiques. Avec plus de cinquante équipes de recherche dans les domaines de l'immunologie, des maladies infectieuses et des neurosciences, la France est un acteur majeur de ce secteur. Elle est dotée d'infrastructures de tout premier ordre comme l'IDMIT, le MIRGen (Fontenay-aux-Roses) et le Laboratoire P4 Jean Mérieux (Lyon). Son activité est toutefois fragilisée par les compétitions internationales et une monopolisation étrangère de l'approvisionnement en PNH.

---

<sup>1</sup> Les PNH sont utilisés dans les programmes de recherche lorsqu'aucune alternative n'existe. Malgré le développement de telles méthodes, la recherche ne peut toujours pas se passer des modèles animaux et notamment des PNH qui sont génétiquement très proches de l'Homme. Ces derniers représentent une part minime (0,18%) des animaux utilisés en France. Ils jouent toutefois un rôle essentiel notamment pour les sciences biomédicales. De nombreuses découvertes majeures ont été rendues possibles grâce à l'utilisation de PNH comme le vaccin contre la poliomyélite, des traitements contre le VIH ou encore la stimulation cérébrale.

Le système français d'approvisionnement en PNH repose à l'heure actuelle principalement sur des importations depuis l'étranger<sup>2</sup> et plus particulièrement depuis l'Asie et l'Afrique<sup>3</sup>. Or, depuis plusieurs années, au vu des remontées de la communauté scientifique, l'AVIESAN a identifié d'importantes et récurrentes difficultés en la matière<sup>4</sup>. Ces problématiques sont liées à plusieurs facteurs dont :

- Une demande accrue et une offre réduite à l'international<sup>5</sup> engendrant une hausse significative des prix ;
- Une réglementation européenne de plus en plus contraignante engendrant une baisse de compétitivité<sup>6</sup> ;
- Une pression forte d'ONG de protection animale impactant les modalités de transport<sup>7</sup> et d'élevage.

Les difficultés rencontrées aujourd'hui ne sont pas uniquement conjoncturelles mais bien structurelles. Afin de gagner en indépendance sur cette ressource stratégique, l'Etat français a décidé, dans le cadre du plan d'investissement « France 2030 », d'augmenter significativement la capacité d'élevage nationale de PNH. Pour ce faire, il est prévu la création de nouvelles installations d'élevage pouvant accueillir entre 2 000 et 2 500 PNH. Compte tenu des installations dont il gère l'exploitation et de son expérience dans le domaine de l'élevage de PNH, c'est le CNRS et plus particulièrement la Station de Primatologie (SdP) qui ont été retenus pour mener à bien ce projet sur le site Rousset (13087).

### **La Station de Primatologie**

La SdP est une UAR du CNRS. Créée en 1978, elle est implantée depuis cette date sur le site Rousset. Elle héberge actuellement plusieurs espèces de PNH (babouins olive et de Guinée, macaques rhésus, saïmiri et marmousets) représentant une population d'environ 300 animaux<sup>8</sup>. Elle est l'une des plus importantes structures en Europe entièrement consacrée aux PNH<sup>9</sup>. Elle a pour vocation d'être :

Un fournisseur de ressources biologiques (élevage d'animaux, production de tissus ou de fluides...) ;

Un centre de référence (formations et audits in-situ ou ex-situ) ;

Un support au développement scientifique (espaces de travail et plateformes dédiés à la recherche)<sup>10</sup>.

A l'issue du projet CNP, les activités de la SdP seront recentrées sur le volet de l'accompagnement à la recherche. Les activités liées à l'élevage seront portées par le CNP. Ces deux structures cohabiteront sur le même site et entretiendront des liens étroits. Certains personnels et locaux seront mutualisés.

<sup>2</sup> L'importation de PNH se fait via des structures spécialisées, publiques ou privées, comme les sociétés Hartelust (Pays-Bas) et BioPrim (France) ou la plateforme SILABE (France).

<sup>3</sup> En Europe, seuls la Grande Bretagne et les Pays-Bas sont actuellement autonomes mais sans capacité excédentaire. L'Allemagne a mis en place dernièrement des programmes pour le devenir à court terme mais elle est en difficulté actuellement.

<sup>4</sup> Par exemple, lors de la crise du Covid-19, l'IDMIT, au front de la réponse sanitaire française, a connu une pénurie dès mars 2020.

<sup>5</sup> La Chine, qui était l'un des principaux exportateurs de PNH, a arrêté complètement ses exportations durant la crise du Covid19 pour donner la priorité à ses propres structures de recherche. Malgré la fin de l'urgence sanitaire, il est peu probable qu'elle exporte à nouveau massivement des PNH car sa stratégie est désormais de concentrer sur son sol la recherche ayant trait aux PNH. Dans cette optique, elle a notamment procédé ces dernières années à la création de plusieurs centres de recherche à proximité de ses centres d'élevage.

<sup>6</sup> En Europe, la réglementation impose que les animaux utilisés dans des programmes de recherche soient au minimum de génération F2, c'est-à-dire issus d'animaux eux-mêmes nés en captivité. D'autres pays, comme les Etats-Unis, n'ont pas la même réglementation. Ils peuvent utiliser des animaux de génération F1 qui sont moins chers à produire car plus rapidement obtenus.

<sup>7</sup> En 2022, Air France a mis fin à son activité de transport de primates sous la pression d'ONG. Depuis, l'importation de PNH se fait via des vols charters, ce qui limite les volumes d'importation.

<sup>8</sup> La SdP a accueilli par le passé jusqu'à 800 PNH sur le site Rousset. Ce nombre a été réduit afin de faciliter la gestion des colonies dans les locaux disponibles.

<sup>9</sup> En Europe, outre la SdP, il existe deux autres grands centres de primatologie que sont le Deutsches Primatenzentrum (DPZ) en Allemagne et le Biomedical Primate Research Centre (BPRC) aux Pays-Bas. Le Royaume-Uni dispose également une capacité d'élevage significative de PNH mais qui est répartie entre plusieurs structures (University of Manchester, University of Bristol, University of Oxford...)

<sup>10</sup> Le site Rousset accueille une dizaine d'équipes de recherche françaises et internationales. De nombreuses études sur les compétences comportementales, cognitives et sociales des PNH y sont réalisées. Plusieurs études biomédicales, non-invasives, sont également effectuées sur place, en immunologie, parasitologie, nutrition, imagerie, cardiologie et métabolisme.



## 1.3 Objectifs transverses de l'opération

Bien que stratégique, cette opération n'en est pas moins sensible car elle renvoie à des préoccupations sociétales majeures. Afin de répondre au mieux à ces attentes, les objectifs du projet sont particulièrement élevés. Le présent chapitre synthétise les principaux enjeux transversaux qui devront être pris en compte dans toutes les réflexions et à tous les stades de l'opération. Les réponses à ces enjeux devront porter aussi bien sur le fond que sur la forme. Une vigilance accrue sera apportée à la cohérence et à la concordance entre les solutions proposées durant les études et celles réellement mises en œuvre à travers, notamment, un suivi renforcé de l'évolution du projet et des séries d'essais approfondis à la livraison des installations.

### 1.3.1 Elevage

En concertation avec les principaux acteurs de la recherche académique française, il a été identifié 4 espèces pour lesquelles il est indispensable d'assurer une autonomie d'élevage partielle ou totale. Les objectifs d'élevage annuel fixés pour chacune de ces espèces sont les suivants<sup>11</sup> :

- **Macaques cynomolgus (*macaca fascicularis*)** : 200 à 400 PNH par an (soit 1 200 à 2 400 PNH sur le site Rousset) permettant de couvrir 40% à 80% des besoins de la recherche académique française<sup>12</sup>.
- **Macaques rhésus (*macaca mulatta*)** : 40 PNH par an (soit 270 PNH sur le site Rousset) permettant de couvrir 100% des besoins de la recherche académique française.
- ~~**Marmousets (*callithrix jacchus*)** : 30 PNH par an (soit 130 PNH sur le site Rousset) permettant de couvrir 30% des besoins de la recherche académique française.~~
- **Babouins olive (*papio anubis*)** : 25 PNH par an (soit 140 PNH sur le site Rousset) permettant de couvrir 100% des besoins de la recherche académique française.

Les PNH sont des animaux très sensibles à leur environnement physique et social qui influence directement leur capacité de reproduction. En outre, la vocation du CNP n'est pas seulement de produire des PNH mais bien de produire des PNH les plus sains et les mieux adaptés possibles aux programmes de recherche en adéquation avec la règle des 3R<sup>13</sup>. C'est en partie en raison des connaissances et du savoir-faire dont le CNRS dispose en la matière qu'il a été retenu pour mener ce projet. L'atteinte de cet objectif passera notamment par :

- Un contrôle renforcé des risques sanitaires dont la propagation des pathogènes et contaminants ;
- Une gestion optimisée des facteurs de stress dont les conflits entre individus ;
- Une maîtrise qualitative accrue des paramètres biologiques et comportementaux des PNH produits via :
  - \* ~~La PMA qui est un ensemble de pratiques cliniques, biologiques et vétérinaires de procréation permettant une maîtrise scientifique des animaux à naître, en fonction des besoins de la recherche ;~~
  - Le génotypage qui est une méthode de caractérisation des individus permettant d'identifier les variations génétiques sur tout ou partie du génome, pour un individu ou un groupe ;
  - Le phénotypage comportemental qui est une méthode de caractérisation des caractères apparents d'un individu déterminant son niveau d'adaptation à un protocole de recherche donné.

---

<sup>11</sup> Pour les besoins qui ne seront pas couverts par le CNP, des importations continueront à se faire via la plateforme SILABE à Strasbourg. Cette dernière est une composante, au même titre que la SdP, de l'infrastructure de recherche Celphedia. Un guichet unique sera mis en place assurant aux équipes de recherche un accès à la ressource à un prix unique basé sur le prix à l'importation.

<sup>12</sup> Les besoins en macaques cynomolgus de la recherche académique ne représentent que 20% des besoins de la recherche française.

<sup>13</sup> La règle des 3R (Remplacer, Réduire et Raffiner) constitue le fondement de la démarche éthique appliquée à l'expérimentation animale en Europe et en Amérique du Nord. Ses prescriptions accompagnent tout projet de recherche qui utilise des animaux (Source : <https://www.inserm.fr/modeles-animaux/qu-est-regle-3-r/>)



### 1.3.2 Bien-être animal

En Europe, l'expérimentation animale fait l'objet d'un vaste débat philosophique et éthique sur la conciliation entre le progrès scientifique / médical et la protection des animaux. Les animaux, et plus spécifiquement les PNH, y sont reconnus comme des êtres sensibles. Leur bien-être constitue une préoccupation importante sur laquelle la Société est fortement mobilisée y compris au niveau international. De nombreuses oppositions se sont fait entendre ces dernières années à ce sujet. Celles-ci s'exacerbent généralement lors des projets immobiliers<sup>14</sup>. Elles peuvent se traduire par des pétitions, des manifestations, des recours et des actions en justice voire par des grèves de la faim, des menaces ou des actions in situ.

Particulièrement au fait de cette problématique, l'Etat français et le CNRS l'ont placée au cœur même du projet puisque, outre une visée stratégique, une relocalisation de l'élevage de PNH en France permettra :

- De contrôler les conditions dans lesquelles les animaux sont produits et élevés ;
- De maintenir des relations mère-enfant ;
- D'éliminer le stress lié au transport aérien.

En complément de ces considérations éthiques, le bien-être animal constitue un enjeu central car le stress, et plus généralement la souffrance, influent directement sur les paramètres physiologiques des PNH et donc leurs aptitudes à répondre aux objectifs des programmes protocoles de recherche. Cet impact altère les résultats obtenus et nécessite de multiplier les expérimentations pour les consolider.

L'un des enjeux principaux de ce projet est donc d'offrir aux PNH les meilleures conditions de vie possibles en accord avec les plus hauts standards européens, voire en allant au-delà aussi bien au niveau de l'environnement que des services qui leur seront proposés. L'atteinte de cet objectif passera notamment par :

- Un contrôle précis, efficient et durable des ambiances (luminosité, température, hygrométrie...) ;
- Une maîtrise accrue des sources de salissures, de pollutions et de nuisances dont les déjections<sup>15</sup>, les poussières issues de la litière ainsi que les bruits générés par les PNH (cris, chocs...) et les équipements ;
- Une gestion adaptée et flexible des colonies.

La bonne prise en compte de cet enjeu sera particulièrement déterminante car le CNRS est soumis à une obligation de résultat et pas seulement de moyen<sup>16</sup>. Celle-ci sera attestée à la mise en service des locaux à travers une procédure réglementaire d'agrément délivré par la DDPP des Bouches-du-Rhône et une démarche volontaire d'accréditation octroyée par l'organisation internationale AAALAC<sup>17</sup>. Les évaluations réalisées à ces occasions porteront sur des critères organisationnels mais également immobiliers dont le référentiel sera la réglementation française en vigueur en matière d'utilisation et d'élevage d'animaux à des fins scientifiques<sup>18</sup>.

### 1.3.3 Sécurité et sûreté

L'élevage de PNH est une activité sensible à la fois en termes de sécurité et sûreté, imposant notamment la mise en place d'une Zone à Régime Restrictif (ZRR). En effet, du fait de la proximité entre l'espèce humaine

---

<sup>14</sup> Un projet de création d'un centre national de primatologie à Strasbourg a été amorcé en 1997. Il avait déjà essuyé des critiques d'associations de défense des animaux. Il a finalement été abandonné notamment pour des raisons budgétaires. Un projet d'extension de centre de primatologie de Strasbourg a également fait l'objet de nombreuses oppositions en 2015. Il a toutefois été mené à son terme.

<sup>15</sup> Par déjection est entendu les urines et les excréments.

<sup>16</sup> Le respect des obligations de résultats fait l'objet de contrôles au minimum une fois par an de la part des services de la Préfecture.

<sup>17</sup> AAALAC est une organisation internationale privée à but non lucratif qui promeut le traitement sans cruauté des animaux dans le domaine scientifique par le biais de programmes volontaires d'accréditation et d'évaluation.

<sup>18</sup> La réglementation européenne et sa transcription dans le droit français correspondent aujourd'hui aux plus hauts standards mondiaux en matière de prise en compte du bien-être animal dans les établissements utilisateurs ou éleveurs d'animaux à des fins scientifiques. C'est pourquoi, l'organisation AAALAC s'est basée sur cette réglementation pour fixer ses standards d'accréditation.

et les primates, les risques existent de transmission de maladies de l'animal à l'Homme, et réciproquement, même s'ils demeurent faibles et contrôlés grâce aux mesures sanitaires appliquées.

De plus, même élevés en captivité, les PNH restent des animaux sauvages et imprévisibles. Ils sont donc potentiellement dangereux pour les personnels, compte-tenu notamment de leurs gabarits, de leur force et de leur agressivité relative.

En outre, du fait de la préoccupation sociétale, et plus généralement de la singularité de cette activité, les installations sont susceptibles de faire l'objet d'actions intempestives voire illicites. Ces agissements peuvent être motivés par une curiosité déplacée (photographie ou contact avec les PNH...) ou une volonté de nuire (dégradation des installations, vol ou libération de PNH...) de la part de personnes externes ou, dans une moindre mesure, de personnels intervenant sur le site. La combinaison de ces facteurs engendre notamment :

- Des risques de blessures provoquées principalement par les PNH (griffure, morsure, jet de projectiles...) ou les installations elles-mêmes (coupure, coincement...) ;
- Des risques de collision avec principalement les engins circulant sur le site (véhicules, chariots...) ou avec les installations elles-mêmes (enrichissements, tunnels...) ;
- Des risques de contamination (du PNH vers l'Homme, de l'Homme vers le PNH, entre PNH, de l'animal sauvage vers le PNH...) ou d'intoxication provoqués principalement par des blessures ainsi que par l'ingestion volontaire ou accidentelle de substances contaminées (nourriture, eau, déjections...), de polluants (poussières de litière, gaz de décomposition des déjections...) et de produits chimiques (produits d'entretien et de désinfection...) ;
- Des risques de fuite de PNH notamment lors de l'ouverture des portes d'accès aux espaces d'hébergement ou en cas de détérioration des clôtures ;

Des risques d'intrusion (avec ou sans effraction).

En parallèle à ces risques de sécurité et de sûreté liés à l'activité, il existe d'autres risques intrinsèques au site dont le risque de feu de forêt lié à l'environnement boisé, le risque de mouvement de terrain lié à la topographie et le risque d'inondation lié à la proximité avec l'Arc.

Particulièrement nombreux et impactant directement la santé des personnes et des PNH, ces risques imposent une gestion efficiente des mesures de réduction et des dispositifs de prise en charge. L'atteinte de cet objectif passera notamment par :

- Un contrôle renforcé des flux (hommes, PNH, animaux sauvages, véhicules, équipements, consommables...) aussi bien à l'échelle du site, des secteurs, des bâtiments et des locaux ;
- Des interfaces sécurisées entre les hommes, les animaux et leur environnement ;
- Des dispositifs techniques en adéquation avec les moyens humains et les procédures ;
- Des procédures efficientes dont le respect sera impératif.

➔ Cf. Annexe 24 - Zoonoses PNH

➔ Cf. Annexe 19 - Description PNH

### 1.3.4 Conditions de travail

La zootechnie regroupe une grande diversité de tâches liées à l'élevage de PNH (nettoyage, nourrissage, soins...). Celles-ci ne peuvent être réalisées que par des personnels formés et habilités à travailler dans des locaux hébergeant des PNH. Leur bonne exécution nécessite une parfaite connaissance des installations et des animaux. Toutefois, certaines d'entre elles peuvent s'avérer difficiles et pénibles car elles demandent :

- D'appliquer de nombreuses procédures sanitaires, de sécurité et de sûreté ;
- De garder une vigilance constante vis-à-vis des PNH ;
- D'accomplir des tâches physiques éprouvantes du fait de leur répétition ou de la manutention de charges

lourdes au premier rang desquelles les manipulations de la litière (propre ou sale) et la capture de PNH ;

- De porter des EPI (blouse, gants, lunettes, masque...) impactant les capacités physiques des personnels ;
- D'évoluer dans des environnements contraints (enrichissements, grilles...) et potentiellement incommodants (humidité, bruits, odeurs, saletés...).

Les services apportés aux PNH impactent directement leur capacité de reproduction et leur bien-être. L'un des enjeux principaux de ce projet est donc d'offrir aux personnels des conditions de travail optimales et attractives. L'atteinte de cet objectif passera notamment par :

- Des espaces et des outils ergonomiques ;
- Une prise en charge optimisée, voire automatisée, des tâches les plus répétitives et pénibles ;
- Des distances à parcourir réduites et des circuits fluides ;
- Un accès aisé à des espaces de convivialité et de repos.

### 1.3.5 Développement durable

Aujourd'hui, l'ampleur et l'urgence du défi écologique (réchauffement climatique, raréfaction des ressources...) ne fait plus aucun doute. Les attentes sociétales en la matière sont très fortes. Or, l'élevage de PNH a un impact non-négligeable sur l'environnement (aussi bien à l'échelle du site que du territoire), toute proportion gardée avec les autres types d'élevages, du fait notamment :

- Des services apportés aux PNH qui requièrent d'importantes ressources dont des aliments, de la litière et de l'eau (boisson et nettoyage) et qui génèrent d'importantes quantités de déchets dont certains font l'objet d'un traitement spécifique (DASRI par exemple).
- D'un contrôle précis des conditions atmosphériques au sein des locaux qui nécessite une instrumentation et des équipements conséquents engendrant des consommations énergétiques significatives, d'autant plus que cet impératif se heurte à la nécessité d'offrir à chaque PNH un accès continu à un espace extérieur.
- De locaux d'hébergement de PNH qui sont relativement consommateurs d'emprises au sol car ils ne peuvent être aménagés que sur un ou deux niveaux maximum et impliquent d'importantes surfaces de circulation ainsi que des aménagements extérieurs (volières) pris en compte dans la surface de plancher.

Le CNRS en tant qu'établissement public au rayonnement international<sup>19</sup>, qui mène de nombreux programmes de recherche en lien avec ces thématiques, se veut particulièrement exemplaire et pionnier sur cet enjeu. Pour se faire, il mène une politique patrimoniale ambitieuse destinée à maintenir son excellence scientifique tout en réduisant son propre impact sur l'environnement. Ce projet emblématique devra s'inscrire pleinement dans cette démarche. L'atteinte de cet objectif passera notamment par :

- Une insertion des installations respectueuse du site qui possède des qualités paysagères avérées et une complexité topographique certaine ;
- Des consommations en eau et en énergie les plus faibles possibles ;
- Une gestion optimisée des déchets.

---

<sup>19</sup> Le CNRS est un EPST créée en 1939 et œuvrant dans tous les domaines de connaissance. Il regroupe plus 33 000 agents de 90 nationalités différentes dont environ 29 000 scientifiques et 4 000 personnels dans les fonctions supports. 20 chercheurs ayant obtenus un prix Nobel et 12 autres une médaille Fields y ont travaillé à un moment ou à un autre de leur carrière. Pour mener à bien ses missions le CNRS dispose d'un budget annuel d'environ 3,8 milliards d'euros dont près de 27% de ressources propres.

### 1.3.6 Coûts d'exploitation et de maintenance

Un centre de primatologie est une structure qui demande un budget de fonctionnement conséquent. En effet, l'élevage est une activité imposant de nombreuses dépenses liées principalement à :

- Des moyens humains (internes et/ou externalisés) conséquents en nombre et en qualification ;
- Une grande variété et une grande quantité de fournitures et de consommables ;
- D'importantes consommations en fluides (eau et énergie) ;
- Des interventions (adaptation, réparation, remplacement...) fréquentes sur les infrastructures en particulier sur les enrichissements<sup>20</sup>, la serrurerie (grillages, trappes...) et la plomberie.

Soucieux de la bonne gestion des deniers publics et des investissements immobiliers, le CNRS souhaite que les coûts de fonctionnement du CNP, notamment en matière d'exploitation et de maintenance, soient les plus limités possibles, sans pour autant renier les autres objectifs du projet. L'atteinte de cet objectif passera notamment par :

- Des installations fiables et pérennes ;
- Une adéquation optimale entre le niveau de technicité des installations et les moyens humains nécessaires pour les faire fonctionner.
- Des interventions efficaces.

## 2 Caractéristiques générales

### 2.1 Description générale du site

Le site Rousset du CNRS se situe à Rousset-sur-Arc dans le département des Bouches-du-Rhône (13). L'adresse exacte est la suivante : 2230 route des quatre tours, 13790 Rousset site du CNRS, route Provençale D56 à Rousset.

Le site est situé en rive droite de la vallée de l'Arc, sur la zone de piémont au Sud de la barre du Cengle,

Le foncier du centre de Primatologie est bordé :

- Au Nord par la Départementale D56 (route des quatre tours),
- A l'Est, du Nord au Sud par la D56 et par la déchetterie de Rousset en activité depuis 1998.
- Au Sud par un cours d'eau l'Arc et une zone boisée classée.

Le site Rousset n'est pas plat. Il présente une pente moyenne d'environ 5 % et a une topographie très marquée du fait notamment :

- D'une déclivité générale orientée du Nord vers le Sud,
- De la présence d'une butte séparant la zone centrale et la zone Ouest.

Son point haut se trouve à une altitude de 114 m NGF et son point bas à une altitude de 94 m NGF.

---

<sup>20</sup> Les enrichissements correspondent à l'ensemble des dispositifs permettant des interactions sociales positives ainsi qu'à tout élément nouveau permettant aux PNH d'exprimer des comportements proches de leurs comportements naturels, de mieux contrôler leur environnement et ainsi d'augmenter leur bien-être psychologique et physique. Grâce aux enrichissements, les animaux expriment moins de comportements stéréotypés et/ou anormaux et sont moins sujets aux maladies et infections.





**Figure 1 : Localisation de la Station de Primatologie**



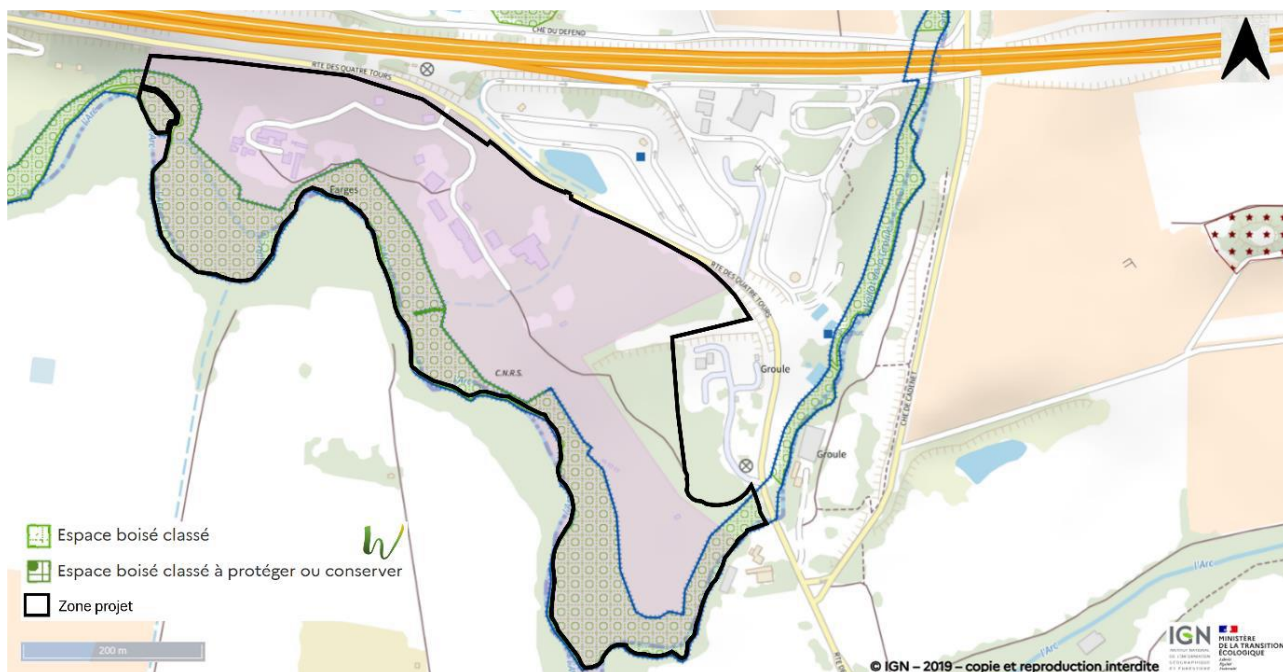
**Figure 2 : Localisation et carte de la Station de Primatologie avec délimitation cadastrale**





Figure 3 : Localisation des bâtiments existants sur le site





**Figure 4** : Carte des espaces boisés classés sur la zone du projet

## 2.2 Contexte environnemental du site

**Contexte géologique** : D'après la carte géologique du BRGM et sa notice associée, les terrains du site seraient constitués de 2 faciès géologiques principaux :

- Les argiles inférieures du Rognacien (c8a), au Nord
- Les épandages locaux et colluvions du Würm (Py) : limons et cailloutis, au Sud

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 27\_Etudes G1 et G2 AVP












**Figure 5** : Extrait de la carte géologique (source : BRGM©)



Le site est localisé à l'interface entre 2 grandes zones : épandages locaux de types colluvions liés au cours d'eau de l'Arc au sud et formations argileuses au nord.

La lithologie attendue au droit du site est la suivante :

Profondeur	Formation	Lithologie	Lithologie	Stratigraphie	Altitude
0.40	Epandages résiduels		Sable argilo-caillouteux	Pléistocène	241.60
0.80			Limon sableux		241.20
1.60			Sable très graveleux		240.40
2.50			Cailloutis sableux		239.50
4.25	Faciès rognaciens indifférenciés : Argiles rouges, marnes et grès versicolores, calcaires, poudingues et brèches		Marne gréseuse marron	Maastrichtien supérieur	237.75
4.90			Grès grossier massif		237.10
6.80			Marne rouge micacée		235.20
12.80			Marne lie de vin, compacte		
			Marne gréseuse marron		229.20

Le contexte hydrogéologique au niveau du site est très hétérogène dû à la présence de 2 lithologies différentes et à la forte variation topographique en direction de l'Arc. On note une absence d'usages sensibles en aval hydrogéologique.

La station-service de l'aire de la Sainte Victoire présente à 400 m du site en position amont hydrogéologique présente un éventuel risque de transfert de pollution.

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 27\_Etudes G1 et G2 AVP

### 3 PLU et PLUi de Rousset

#### 3.1 Références

##### 3.1.1 PLU

Le site est positionné sur la commune de Rousset. La commune de Rousset est couverte par un PLU dont la dernière procédure a été approuvée en octobre 2019.

Plan Local d'Urbanisme – PLU MODIFICATION N°2 PHASE APPROBATION Ville de Rousset 13790-2019 :

- Pièce N°2 PADD - Projet d'Aménagement et de Développement Durable
- Pièce N°3 OAP - Orientations d'Aménagement et de Programmation
- Pièce N°4a - Partie écrite du règlement,
- Pièce N°4b1 - Partie graphique règlement Zonage Commune et risque inondation,

- Pièce N°4c - Liste des emplacements réservés

La procédure de modification N°2 du PLU a été prescrite par délibération n° 147/2017, et par l'arrêté n° 1515/2017. Le site fait partie de la zone Agricole A et Nr.

### 3.1.2 PLUi

Par délibération du 18 mai 2018, le conseil de la Métropole a prescrit l'élaboration d'un Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) à l'échelle des 36 communes du Pays d'Aix. Dans l'attente de l'approbation du PLUi du Pays d'Aix, les plans locaux d'urbanisme de chacune des communes s'appliquent sur le territoire.

Dans le cadre de son élaboration, et après la phase de concertation qui a permis d'aboutir à l'arrêt du projet de PLUi le 12 octobre 2023, une enquête publique s'est tenue du 20 février 2024 jusqu'au 4 avril 2024.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays d'Aix a pour vocation de planifier et de dessiner l'avenir du territoire du Pays d'Aix en définissant la vocation principale des différentes zones qui le composent et leurs modalités d'aménagement.

L'approbation finale du PLUi aura lieu fin 2024 à l'échelle des 36 communes du Pays d'Aix.

## 3.2 Zonage A

### 3.2.1 PLU

Le site est principalement situé sur la zone A du PLU.

L'article 1 du règlement d'urbanisme de la commune précise qu'en zone A peuvent seules être autorisées :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole,
- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,
- Le changement de destination des bâtiments identifiés au 1B° des dispositions particulières du présent règlement,
- L'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants à la date d'approbation du PLU, dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et sous réserve de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif et dans les limites fixées à l'article A2.

Toute autre occupation ou utilisation du sol est interdite, sauf exceptions visées à l'article A2.

Dans les espaces contribuant aux continuités écologiques et à la trame bleue : Aucune nouvelle construction n'est admise à l'exception des constructions à usage de service public ou collectif.

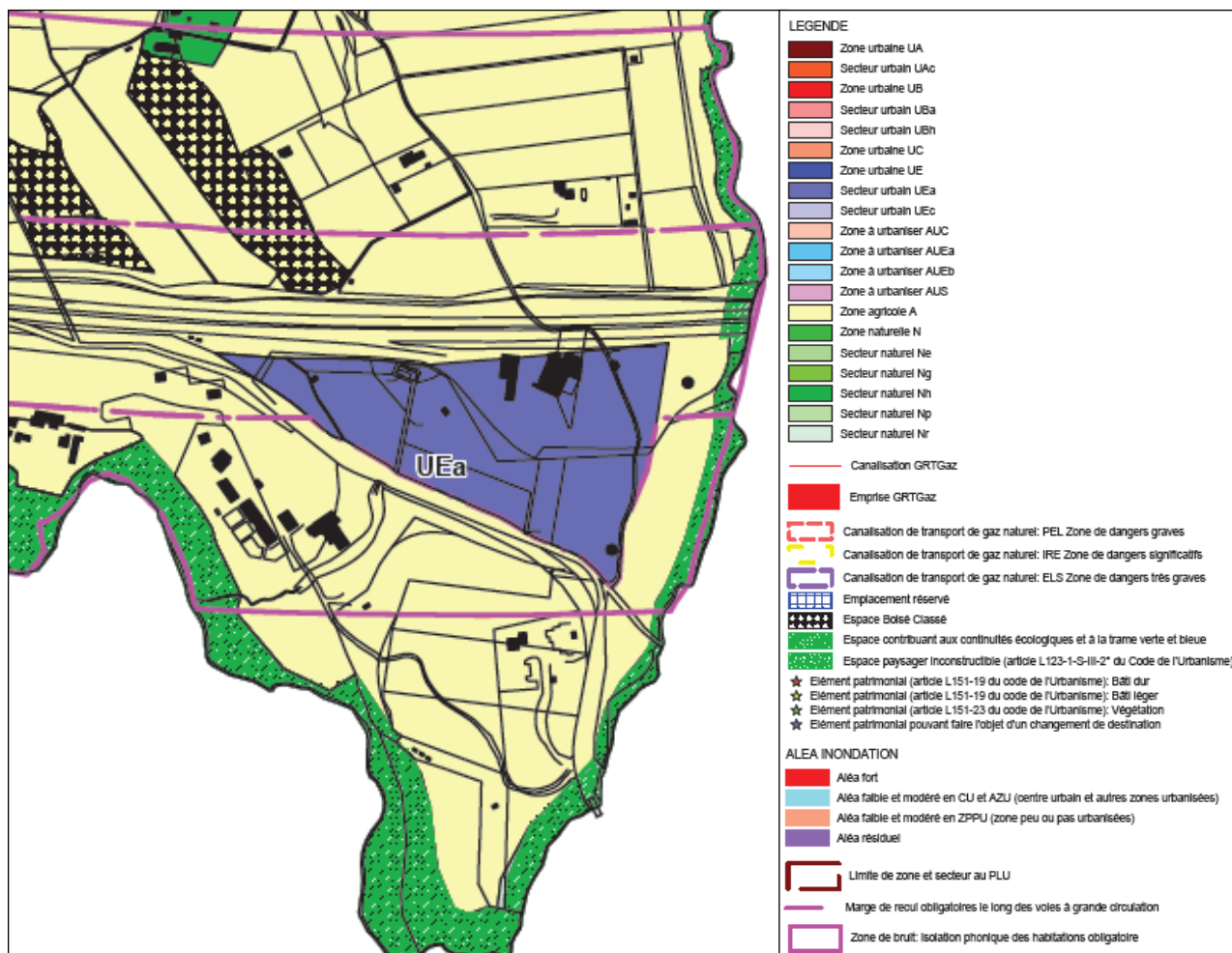
En zones inondables, certaines occupations et utilisations du sol sont interdites en application du 7° des dispositions particulières du présent règlement (DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES RELATIVES A L'ALEA INONDATION).

L'article 2 précise que sont notamment autorisées les occupations et utilisations suivantes :

- Les constructions, occupations et utilisations du sol nécessaires à l'exploitation agricole (y compris les installations classées pour la protection de l'environnement), si elles sont respectueuses du caractère de la zone.
- Les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à l'exploitation agricole, aux équipements

publics ou d'intérêt collectif et/ou aux infrastructures autoroutières ainsi qu'aux autres occupations et utilisations du sol admises dans la zone, s'ils sont respectueux du caractère de la zone et s'ils ne compromettent pas la stabilité du sol et le libre écoulement des eaux.

- Les constructions et installations liées et nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif et/ou aux infrastructures autoroutières, y compris ceux relevant du régime des installations classées, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.



**Figure 6 : Extrait du règlement graphique du PLU de la commune de Rousset**

Le règlement de la zone A précise notamment :

- Desserte des terrains
- Assainissement des eaux usées
  - Le raccordement au réseau public d'assainissement est obligatoire si ce dernier est présent. En l'absence de réseau public, l'assainissement non collectif est admis sous réserve de l'aptitude des sols dans le respect du zonage d'assainissement (annexé au PLU) et conformément à la réglementation en vigueur. En cas de mise en service d'un tel réseau le raccordement de l'ensemble des constructions et locaux à celui-ci est obligatoire. L'évacuation des eaux et matières usées traitées ou non traitées dans les cours d'eau, fossés, caniveaux et réseaux d'eaux pluviales est interdite.
- Gestion des eaux pluviales
  - Les aménagements doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement normal des eaux pluviales vers les ouvrages collectifs récepteurs ou, en leur absence, vers les exutoires naturels. Dans ce dernier

cas, des mesures devront en outre être prises afin de limiter l'imperméabilisation des sols et d'assurer la maîtrise des débits d'écoulement.

- Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques
  - Concernant les voies publiques ou ouvertes à la circulation publique existantes, à modifier ou à créer, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à :
    - 100 m par rapport à l'axe de l'autoroute A8 ;
    - 75 m par rapport à l'axe de la RD7n et de la RD6 ;
    - 10 m par rapport à l'alignement des autres voies départementales ;
    - 5 m par rapport à l'alignement de toute autre voie ouverte à la circulation.

Des implantations différentes peuvent cependant être admises, notamment dans le cas des exceptions visées à l'article L.111-1-4 CU (bâtiments d'exploitation agricole)

- Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives
  - La distance comptée horizontalement de tout point d'une façade au point le plus proche d'une limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment avec un minimum de 5 m. Si la limite séparative est constituée par un cours d'eau, toute nouvelle construction doit s'implanter à une distance de 10 m par rapport à l'axe d'écoulements des ravins, ruisseaux, talwegs et vallats.
- Implantation des constructions les unes par rapport aux autres
  - Les constructions doivent s'implanter à proximité immédiate du siège d'exploitation, en continuité ou en contiguïté du bâti existant, de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation.
  - En cas de contraintes particulières la distance entre deux bâtiments pourra être augmentée sur justifications, sans toutefois excéder 50 mètres (sauf servitudes imposées par la réglementation en vigueur). Par contraintes particulières, on entend soit des contraintes liées à la topographie du terrain, soit des contraintes liées à la nature de l'exploitation.
- Hauteur maximale des constructions
  - La hauteur des constructions est limitée à 9 mètres pour les constructions destinées à une exploitation agricole sauf dérogation pour des éléments bâtis agricoles dont les caractéristiques techniques l'exigent (silo à grains, cuves, etc.) ;
- Aspect extérieur
  - Les bâtiments nécessaires à l'exploitation agricole peuvent déroger aux règles du présent article en cas de nécessité technique ou fonctionnelle justifiée par la spécificité de l'activité agricole.
- Aires de stationnement
- Obligations imposées aux constructions
  - Les aires de stationnement doivent être plantées d'arbres tige à moins qu'elles ne soient incluses dans un environnement déjà végétalisé.
  - Hormis dans le cas de défrichements nécessaires à l'exploitation agricole, les plantations existantes doivent être maintenues. A défaut, les arbres abattus doivent être remplacés par des plantations équivalentes. Dans la mesure du possible, la conservation de haies est toujours souhaitable.
  - La plantation d'arbres de haute tige et/ou d'écrans de verdure pourra être demandée afin d'assurer une meilleure insertion des bâtiments dans le paysage. L'implantation d'un bâtiment pourra s'accompagner par la plantation de bosquets, d'un arbre signal à proximité du bâti, d'un sujet isolé marquant le chemin d'accès, de plantations d'alignement en bordure des allées d'accès.
  - Dans tous les cas, les essences seront de préférence choisies en accord avec le sol et le climat (essences locales). Les essences exogènes, de type thuyas, cyprès bleus, pyracanthas, etc. sont à éviter.
  - La cicatrisation et la tenue des remblais sans soutènements seront assurées par des plantations.

Aucune prescription graphique spécifique n'est identifiée au droit du site en dehors de la bande des 100 m de recul par rapport à l'autoroute.

### 3.2.2 PLUi

Le projet se situe en zone A du PLUi arrêté en octobre 2023, le règlement stipule que sont autorisées :

- « 1. Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole à condition qu'elles soient implantées sous forme de regroupement des constructions, sauf impossibilité technique en raison du morcellement des sites de l'exploitation agricole, sauf contraintes sanitaires liées à la réglementation. [...]
- 2. Les constructions et installations de la sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées », dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ; »



d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;

Par ailleurs, il est précisé que :

- 2) Sont admises les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement à condition qu'elles soient nécessaires à l'activité des constructions des sous-destinations « Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés » et « Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ».
- 3) Sont admis les affouillements\* et exhaussements\* des sols à condition qu'ils soient nécessaires à



l'adaptation des constructions et de leurs dispositifs techniques, au terrain naturel\* dans les conditions définies à l'article 5 du titre V.a (dispositions communes aux zones A et N)

Par ailleurs, le règlement précise que lorsque les dispositions du règlement du plan local d'urbanisme les autorisent, compte tenu de leurs spécificités techniques, ou lorsque la topographie du terrain ou son environnement urbain ne permettent pas de respecter les dispositions applicables aux zones, les constructions\* des sous-destinations « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées » peuvent s'implanter selon les règles alternatives, sous réserve de ne pas porter atteinte au site dans lequel elles s'insèrent au regard de l'implantation et des caractéristiques des constructions\* environnantes.

### 3.3 Zonage Nr

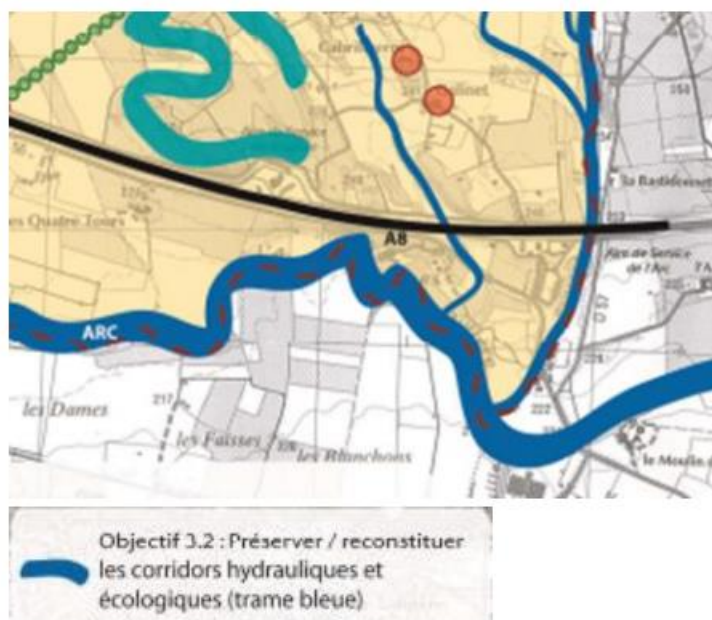
#### 3.3.1 PLU

Il est par ailleurs noté que le site est bordé en frange Sud par :

- La zone Nr, regroupe les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. Le secteur Nr correspond à une zone le long des principaux cours d'eau / corridors écologiques sur la commune.
- Un espace contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue

#### 3.3.2 PLUi

### 3.4 Trame bleue



**Figure 6** : Extrait carte trame bleue PLU Rousset

Un des objectifs de la commune est de préserver / reconstituer les corridors hydrauliques et écologiques (trame bleue) en s'appuyant sur l'Arc et ses principaux affluents.

Les actions devant être menées sont :

- Interdire toute nouvelle construction autour des principaux cours d'eau et ravins ;
- Renforcer la protection des ripisylves des cours d'eau ;
- Veiller à la qualité des eaux en limitant toute pollution en amont (contrôle des assainissements autonomes, lutte contre les fuites du réseau collectif d'assainissement des eaux usées, contrôle des entreprises, industries et exploitations agricoles, etc.).

### 3.5 Les risques naturels et technologiques

Risque naturels connus	Aléa / sensibilité	Document réglementaire et date de prescription
Remontées de nappe et inondations	Terrain situé dans les enveloppes d'inondations potentielles cours d'eau de plus d'un hectare  Terrain en zone de crue de forte probabilité du TRI	/
Retrait gonflement des sols argileux	Aléa fort  Zone B2 du PPR	Arrêté du 22 juillet 2020  PPR Argiles du 26/12/2013
Cavités	Pas de cavité recensée à proximité du site	/
Mouvements de terrain	Pas de mouvement de terrain recensé à proximité du site	/
Séisme	Zone de sismicité 2 : faible	Décret n°2010-1254  Décret n°2010-1255  Arrêté du 22/10/10 modifié par l'arrêté du 19/07/11 et par celui du 15/09/14
Rayonnements ionisants – radon	Potentiel moyen (catégorie 2)	Décret n° 2002-460 du 4 avril 2002

Cette liste n'est pas exhaustive.

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 27\_Etudes G1 et G2 AVP

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 27\_Relevés piézométriques

#### 3.5.1 Risque inondation

##### 3.5.1.1 Généralités

Un nouveau SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux) est en cours de rédaction il va être publié fin 2025 / début 2026. [Le futur SAGE de l'Arc s'écrit aujourd'hui - Établissement public Menelik \(menelik-epage.fr\)](http://menelik-epage.fr)

L'Espace de Bon fonctionnement (EBF). L'EBF est l'espace dont un cours d'eau a besoin pour assurer l'ensemble de ses fonctions naturelles. Le SAGE vise à protéger et à restaurer les espaces de bon fonctionnement avec une cartographie de 2 catégories. L'espace nécessaire qui est l'espace minimal dont le cours d'eau a besoin pour vivre et l'espace optimal au bon fonctionnement du cours d'eau avec la mise en œuvre de conditions liées au risque. Le périmètre des EBF et les prescriptions relatives aux constructions qui y seront associées seront opposables à tous les projets.

Des Zones d'Expansion de Crues (ZEC) ont également été étudiées récemment à l'échelle du bassin versant et ont vocation à être intégrées dans le SAGE de l'Arc. Cette étude a abouti à la définition de zones stratégiques pour le ralentissement des écoulements et ont vocation à être préservées de tout aménagement, autant que possible. L'échelle de l'étude n'a pas permis de définir leurs fonctionnalités réelles mais plutôt



d'identifier des zones potentiellement utiles à la gestion des inondations, à étudier plus particulièrement avant de les aménager.

Une étude des axes de ruissellement est portée par la Métropole. Elle est actuellement en cours de finalisation et n'est pas disponible. Cette étude peut avoir un impact sur le projet.

#### 3.5.1.2 Station de Primatologie et Centre National de Primatologie

Le bâtiment babouin (ROU160) et le bâtiment macaque rhésus (ROU 130) actuels sont en zone inondable (aléa exceptionnel). La modélisation hydraulique de l'état final permettra de vérifier l'impact de ces bâtiments sur les écoulements et les vitesses.

Concernant les constructions futures, il est nécessaire de respecter les principes suivants :

- Minimiser le plus possible les surfaces en zone inondable,
- Eviter les grandes surfaces qui font obstacles au sens de l'écoulement pouvant entraîner un effet barrage / digue et conserver au maximum la topographie existante ou alors envisager la mise sur pilotis,
- Toucher le moins possible le terrain pour éviter de perdre la rugosité et donc augmenter les vitesses.

Concernant la sécurité des biens et des personnes, il conviendra de construire le premier niveau de plancher au-dessus du NPHE dans la zone inondable le cas échéant.

D'une manière générale, les constructions en zone inondable sont proscrites sauf si le groupement démontre l'impossibilité de recourir à d'autres solutions.

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 1\_Plan masse

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 31\_Etude hydraulique initial

#### 3.5.2 Risque incendie

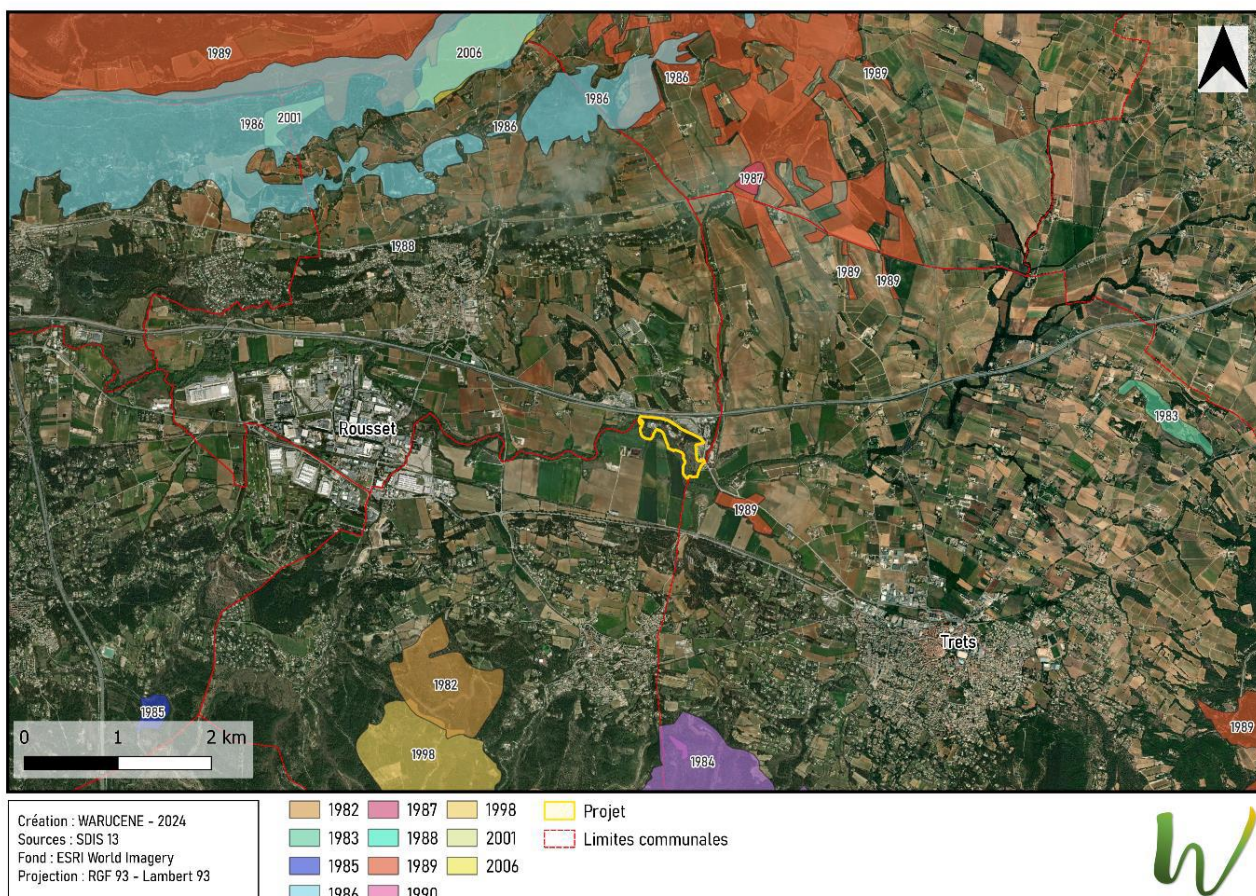
Depuis l'année 2000, 40 incendies ont été recensés sur la commune de Rousset d'après les données issues de la Base de données des Incendies de Forêts en France (BDIFF).

Si l'on remonte jusqu'aux années 1980, propices aux grands incendies sur le département, seul un incendie est répertorié en 1989 à proximité du site.

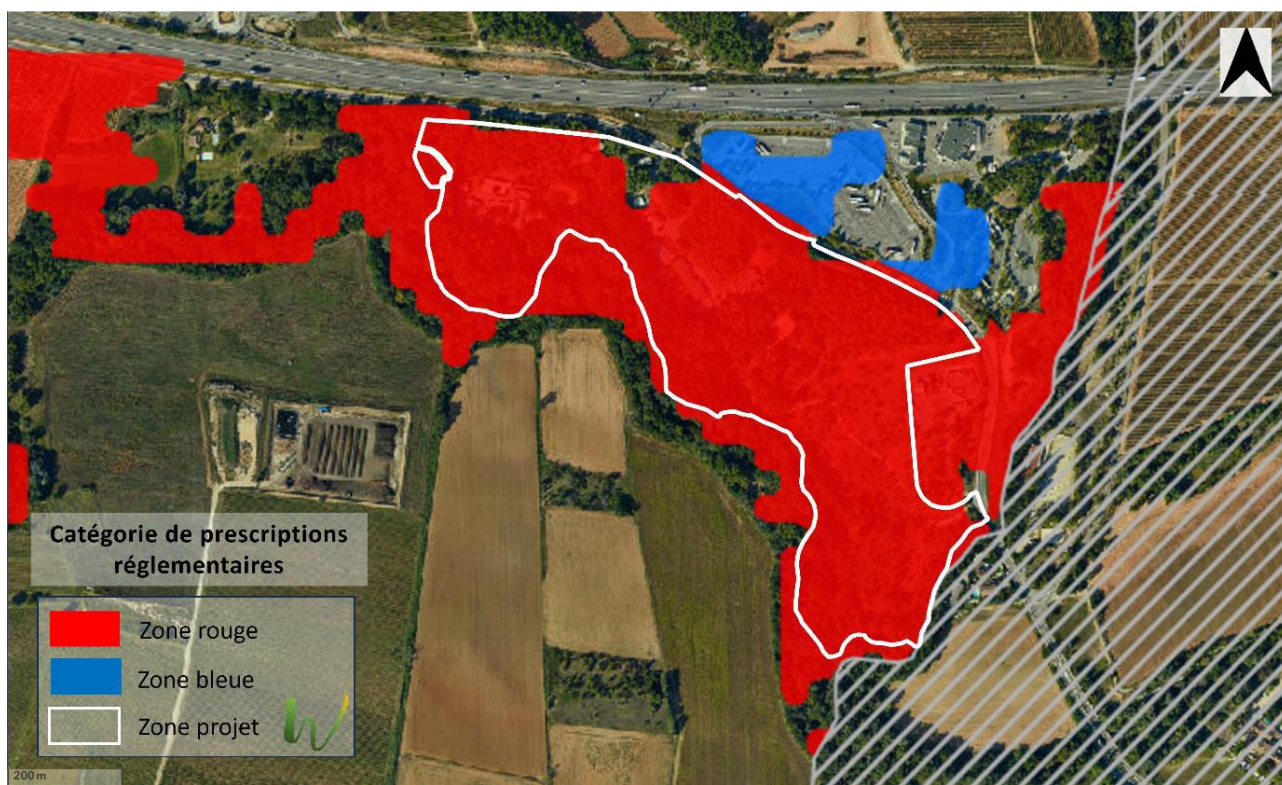
En mai 2014, le préfet des Bouches-du-Rhône a porté à connaissance de la commune de Rousset, le risque d'incendie de forêt et sa prise en compte dans les documents d'urbanisme. Ce porté à connaissance (PAC) a été renforcé en 2017 par des mesures de prévention et de protection applicables aux projets de construction dans les zones soumises au risque incendie.

Les cartes annexées au PAC indiquent un niveau d'aléa variant de très faible à exceptionnel, selon les pixels, dans l'emprise du projet. Par conséquent, la zone a été classée en Rouge, le plus haut niveau de prescription réglementaire.





**Figure 7** : Carte historique des passages de feu autour du projet



**Figure 8** : Catégorie des prescriptions réglementaires PLUi sur la zone du projet



→ Cf. ROU CNP\_Annexe 30\_Etude risque incendie forêt

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 30\_Plan débroussaillage

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 30\_Localisation et débit PEI

## 3.6 Données foncières

### 3.6.1 Parcelles

Le site dispose d'une Convention d'Utilisation n°013-2016-0340 du 30/12/2016 pour une durée de 20ans – date de fin 31/12/2035. La surface foncière, sur les 14 parcelles concernées, disponible est de 169 619m<sup>2</sup> pour une surface SHON de bâtiment de 4178,02m<sup>2</sup> réparties sur 27 bâtiments. Le site dispose d'une zone clôturée hébergeant la totalité des bâtiments :

- Partie récente en cours de modernisation : bâtiment administratif, zone d'élevage, zone logistique dans le cadre du SPSI 2017-2021,
- Partie ancienne inscrite au SPSI 2022-2026.

### 3.6.2 Réserve foncière

Elle dispose d'un accès depuis la partie existante du site sécurisée et depuis la D56. Le foncier disponible est bordé :

- Au Nord par le site existant en surplomb de la zone disponible ;
- A l'Est, du Nord au Sud par le reste du site, une déchetterie, la D56 et un espace boisé classé ;
- Au Sud par un cours d'eau l'Arc et une zone boisée classée ;
- A l'Ouest du Sud au Nord par une zone boisée classée et le reste du site.

Une déchetterie est présente en limite séparative de la réserve foncière.

### 3.6.3 Contexte urbain

Il n'y a pas d'habitat à proximité immédiate du site. Les habitations les plus proches se situent à environ 200 m à l'ouest du site.

## 4 Occupations actuelles

### 4.1 Organisation générale du site

Le site présente actuellement deux accès qui se trouvent au niveau de la départementale 56 dont un accès principal au nord de la parcelle et un secondaire, non utilisé.

Il comprend une zone clôturée, sécurisée hébergeant la totalité des bâtiments :

- La partie ancienne est inscrite au SPI 2022-2026, elle est composée de bâtiments vétustes et d'espaces extérieurs dédiés à l'animalerie :
  - Cages, volières, pièce de stabulation, pièces techniques,
  - Des espaces de stockage pour l'entretien des cages et l'alimentation.
- La zone 2 est la partie récente en cours de modernisation comprenant les espaces suivants :

- Bâtiment administratif construit en 2006 (30 personnes),
- **Bâtiment biomédical,**
- Zone d'élevage,
- Zone logistique dans le cadre du SPI 2017-2021.
- La zone 3 est le foncier, il est composé :
  - Au Nord par le site existant en surplomb de la zone disponible,
  - A l'Est, par le reste du site, la déchetterie Rousset, la D56 et un espace boisé classé,
  - Au Sud par un cours d'eau l'Arc et une zone boisée classée.

Les bâtiments sont construits sur un seul niveau de rez-de-chaussée. Le site est accessible uniquement pour les véhicules depuis la D56.

L'accès principal est emprunté par l'ensemble des usagers :

- Le personnel,
- Les prestataires (animaliers, vétérinaires),
- Les gardiens à l'entrée du site,
- Les entreprises de travaux.

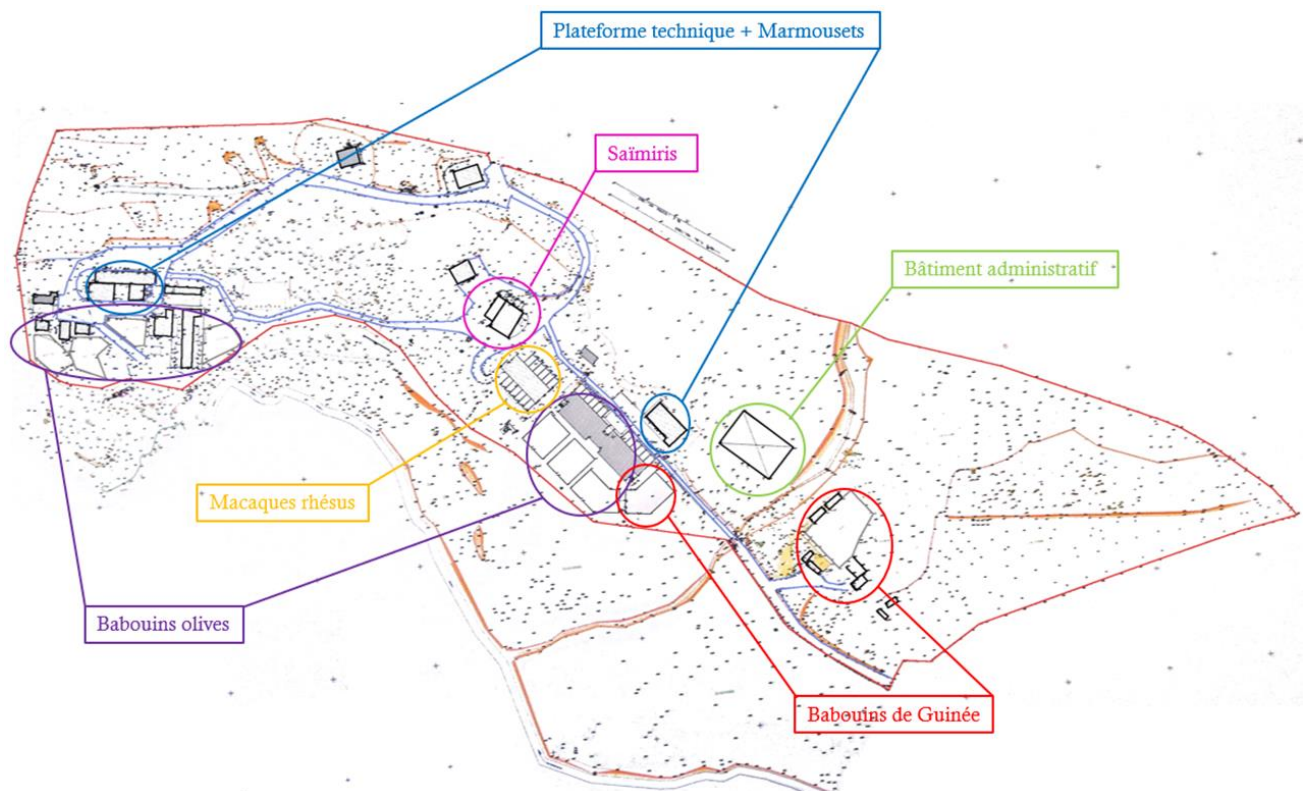
A ce jour, les livraisons et les visiteurs entrent tous par la même entrée composée d'un sas équipé de deux portails. Les livraisons circulent librement entre les parcs.





**Figure 9 :** Photographies de la Station de Primatologie

## 4.2 Les bâtiments de la Station de Primatologie



**Figure 10 :** Les bâtiments de la Station de Primatologie



## 1.1 Périmètre du projet

Bien que le site Rousset dispose actuellement d'une réserve foncière importante sur sa partie Sud-Est, il a été décidé de ne déployer les nouvelles installations du CNP que sur les terrains des parties centrale et Nord-Ouest où sont implantés les installations existantes. Ce choix a été motivé notamment par une volonté de :

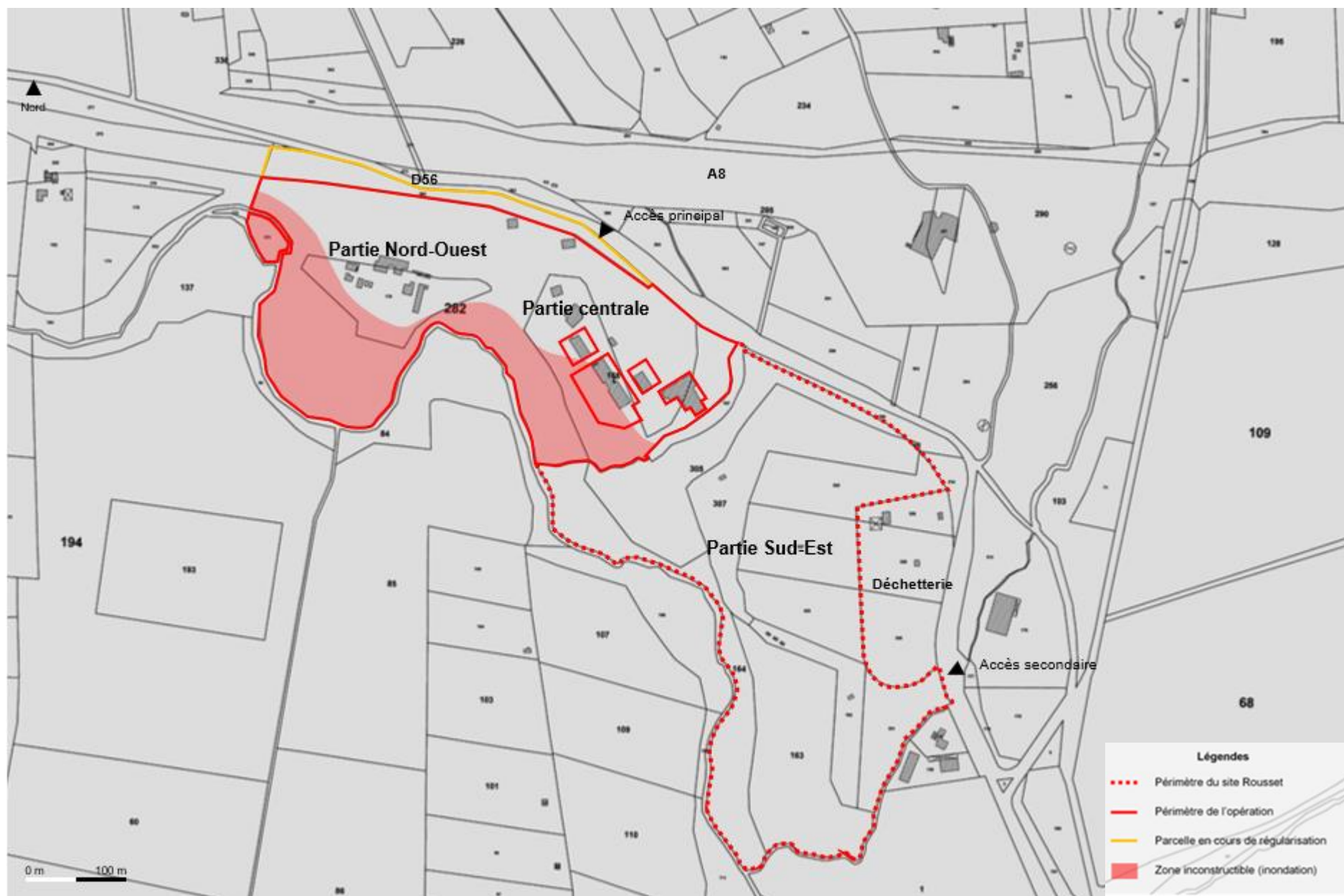
- Limiter l'imperméabilisation des sols ;
- Favoriser la proximité entre les nouvelles installations et les installations existantes ;
- Eloigner au maximum les espaces d'hébergement des PNH des potentielles nuisances générées par la déchetterie voisine (bruit, poussière, vue...).

Les bâtiments existants « Tertiaire administration ROU150 », « Animalerie ROU170 »<sup>21</sup>, « Animalerie ROU160 », « Animalerie ROU130 » seront conservés et ne sont pas compris dans le périmètre de l'opération du CNP. Le bâtiment existant « Biomédical ROU140 » sera également conservé. ~~mais il est intégré au périmètre de l'opération du CNP. Même si cet édifice fait actuellement l'objet d'un projet de rénovation et d'extension<sup>22</sup>, une nouvelle extension et une restructuration partielle du bâtiment sont prévues dans le cadre de l'opération du CNP.~~ Les installations d'assainissement non-collectif du site pourraient être conservées dans la mesure où elles répondent aux besoins fonctionnels et aux exigences techniques de l'opération du CNP. Les autres bâtiments, qui sont intégrés au périmètre de l'opération du CNP, seront démolis car ils sont vétustes, amiantés et/ou inadaptés. A noter qu'à l'heure actuelle, une partie de la clôture de site Rousset se trouve sur une parcelle non-affectée au CNRS. Une régularisation foncière de toute ou partie de ladite parcelle est en cours. A noter également qu'une partie du site Rousset est frappée d'inconstructibilité du fait du risque d'inondation.

---

<sup>21</sup> Y compris les modulaires associés.

<sup>22</sup> L'extension n'est pas représentée sur les cartes fournies en annexes du présent document.



**Figure 11 : Délimitation du périmètre de l'opération**



## 5 Etudes, diagnostics et plans

Les études, diagnostics et plans sont disponibles en annexe du programme.

## 6 Contraintes opérationnelles

### 6.1 Autorisations administratives

#### 6.1.1 Evaluation socioéconomique

Pour l'Etat et les établissements publics de l'Etat, lors d'une décision d'investissement public, une évaluation socioéconomique est une obligation réglementaire dans le cadre d'un projet de plus de 20 M€. Si le montant de l'investissement est inférieur à 100 M€ une contre-expertise SGPI n'est pas requise. Pour ce projet, l'investissement public sera supérieur à 20 M€ et inférieur à 100 M€. La société Goodwill Management a réalisé l'évaluation socioéconomique du projet.

#### 6.1.2 Procédures administratives environnementales

##### 6.1.2.1 Généralités

Le CNRS est accompagné par un AMO sur le volet environnementale afin d'identifier les procédures administratives environnementales applicables à l'opération de création du Centre National de Primatologie sur le site de Rousset.

L'AMO a produit un rapport de pré cadrage réglementaire – Diagnostic des procédures réglementaires. Des réunions de pré-cadrage réglementaire ont lieu avec les services techniques de la sous-préfecture afin d'affiner ce diagnostic. Le projet est soumis à l'examen au cas par cas.

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 15\_Diagnostic réglementaire

##### 6.1.2.2 Dossier demande d'examen au cas par cas

Dans le cadre du diagnostic réglementaire, il a été établi que le projet du CNP n'est pas soumis à évaluation environnementale obligatoire mais à examen au cas par cas du fait de la surface de plancher estimée qui serait supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> (cf. Rubrique « 39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement » du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement »).

La demande d'examen au cas par cas a été déposée sur la plateforme dédiée le 18/03/2025. **Le projet fait l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas au titre de l'article au titre de l'article R122-2 du code de l'environnement.**

**En tout état de cause,** Le titulaire devra s'assurer que le projet n'atteigne pas les seuils et critères d'autres rubriques que celle identifié ci-dessus afin de ne pas à avoir à déposer une nouvelle demande d'examen au cas par cas.

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 46\_Arrêté AE 002162KKP

##### 6.1.2.3 Dossier loi sur l'eau

Les bâtiments Babouin ROU160 et Macaque Rhésus ROU130 (en zone inondable) **seront** à régulariser. La station d'épuration B7 située en zone inondable n'est pas compatible avec l'arrêté ministériel du 21/07/2015. Le titulaire devra prendre en compte les éléments communiqués dans les annexes du diagnostic réglementaire et de l'étude de faisabilité Assainissement Non Collectif (ANC).

→Cf.ROU CNP\_Annexe 15\_Diagnostic réglementaire

→Cf.ROU CNP\_Annexe 13\_Etude faisabilité ANC\_V3

#### 6.1.2.4 Etude d'impact

L'étude d'impact sera transmise dès que possible par le CNRS. Néanmoins les groupements devront communiquer tous les éléments nécessaires à l'établissement de l'étude.

Le diagnostic faune-flore a été finalisé. Les aménagements sont proscrits sur tous les secteurs (zones et points) identifiés en rouge sur la carte des enjeux. Les aménagements ne doivent pas constituer d'impacts caractérisés pour porter atteinte aux populations des espèces protégées identifiées et ainsi engendrer une demande de dérogation d'espèces protégées. Pour les enjeux en orange, ils devront être au maximum évités car il est nécessaire de prendre aussi en considération le cumul des impacts qui pourraient engendrer une demande de dérogation des espèces protégées. Le groupement devra justifier les aménagements dans ces zones ou points.

Cf. ROU CNP\_Annexe 32\_Synthèse des enjeux écologiques

#### 6.1.3 Autorisations d'urbanisme en cours

Les bâtiments ROU20 et ROU21 ~~ont été démolis. il est prévu~~ Le désamiantage et la démolition de ces ~~bâtiments qui sont des~~ anciens logements de fonction et des garages ~~sur le~~ situés sur le site ~~ont été effectué~~.

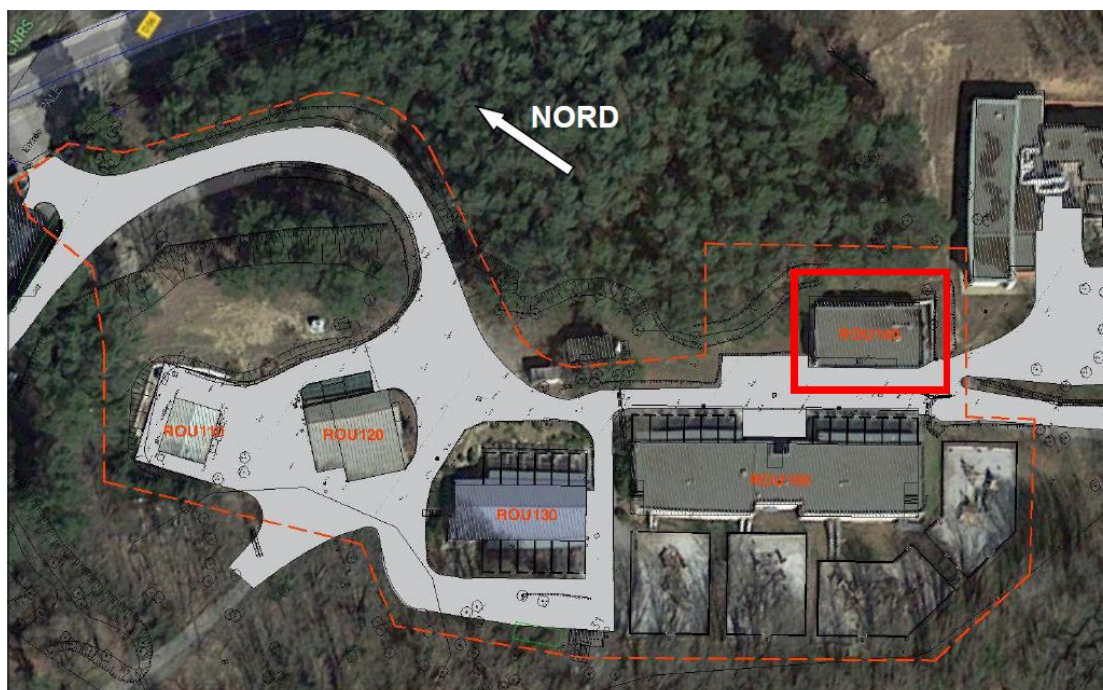
Un permis de construire a été obtenu concernant la réalisation d'une extension et d'une rénovation du bâtiment Biomédical existant en rez-de-chaussée (ROU 140). Il est prévu une extension sur ses faces nord-est et nord-ouest. Cette extension sera connectée notamment par l'intérieur au bâtiment existant. Dans le cadre de cette extension un permis de construire a été ~~demandé obtenu~~ pour mettre en place des modulaires vestiaires qui seront conservés pour le projet CNP. La réception des travaux du ROU 140 sont prévus pour fin 2026.

Concernant les autorisations administratives, il est demandé de synchroniser la demande du permis de Construire et le volet Loi sur l'eau.

→Cf. ROU CNP\_Annexe 5\_Rénovation ROU140\_Plans archi\_APD

→Cf. ROU CNP\_Annexe 5\_Rénovation ROU140\_Plans CVC\_APD

→Cf. ROU CNP\_Annexe 5\_Rénovation ROU140\_Plans GO\_APD



**Figure 12** : Plan de situation du bâtiment actuel ROU140

#### 6.1.4 Diagnostic archéologique anticipé

Le site n'est pas considéré en zone sensible. Mais la demande de diagnostic anticipé a été réalisé auprès de la DRAC. La demande a été motivée par la présence de plusieurs découvertes archéologiques sur des sites environnants. Un arrêté de la direction régionale des affaires culturelles portant prescription de diagnostic archéologique a été réceptionné le 04/04/2024. Une convention pour la réalisation du diagnostic a été initié ~~est en cours de réalisation~~ avec l'INRAP.

→ Cf. ROU CNP\_Annexe 16\_Arrêté archéologie préventive

#### 6.1.5 Concertation préalable

Le CNRS a décidé d'organiser de manière volontaire une concertation préalable du public avec un garant désigné par la Commission National du Débat Public (CNDP) à partir du 16 Octobre 2025 sur 5 semaines. Bien que ce projet n'entre pas dans la catégorie des projets soumis à une saisine ou à une sollicitation obligatoire de la CNDP au titre de l'article R.121-2 du code de l'environnement, il fait l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas au titre de l'article R122-2 du code de l'environnement. Le CNRS souhaite ouvrir un débat sur l'opportunité, les objectifs et les caractéristiques du projet, et anticiper un éventuel exercice du droit d'initiative prévu à l'article L.121-17-1 du code de l'environnement. Cette concertation peut avoir un impact sur le projet.